

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET AMÉLIORATION DU NIVEAU DE VIE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Par

François TEKILASAYA KAVUNZU et Walter N'SONGOLO SIKATOMISA
Doctorants à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Kinshasa

RÉSUMÉ

Ce papier se propose d'analyser la relation entre la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie en République Démocratique du Congo de 2002 à 2022. Au plan théorique, il est reconnu que la croissance économique par la diffusion de ses effets procède par une transformation structurelle de la société et des conditions de vie de la population auquel cas, elle renvoie à la création des richesses et des opportunités dans une économie. Après investigation avec recours à la modélisation ARDL « AutoRegressive Distributed Lag/ARDL », il se dégage que la croissance économique en RDC est tirée du secteur extractif. De ce fait, elle ne garantit pas la participation dans sa création et qu'elle n'est pas distributive dans la redistribution de ses fruits entre les couches sociales. Ainsi, les secteurs primaire hors extraction et secondaire qui emploient la majorité de la population active ne contribuent que très faiblement dans la réalisation de ladite croissance. Il s'ensuit que la croissance économique en RDC s'est accompagnée de la détérioration des conditions de vie expliquant ainsi le faible niveau de vie de la population face à une croissance continue. Au regard de ces résultats la croissance économique en RDC n'est pas inclusive et contribue faiblement au bien-être de la population.

Mots-clés : croissance économique et niveau de vie

Classification JEL : O47, I31.

ABSTRACT

This paper analyzes the relationship between economic growth and improved living standards in the Democratic Republic of Congo from 2002 to 2022. Theoretically, it is recognized that economic growth, through the diffusion of its effects, brings about a structural transformation of society and of the population's living conditions, in which case it refers to the creation of wealth and opportunities in an economy. After investigation using ARDL (AutoRegressive Distributed Lag/ARDL) modeling, it is clear that economic growth in the DRC is driven by the extractive sector. As a result, it does not guarantee participation in its creation, nor is it distributive in the redistribution of its fruits between social strata. As a result, the non-extractive primary and secondary sectors, which employ the majority of the working population, contribute very little to growth. As a result, economic growth in the DRC has been

accompanied by a deterioration in living conditions, explaining the population's low standard of living in the face of continuing growth. In view of these results, economic growth in the DRC is not inclusive and contributes little to the well-being of the population.

Keywords: *economic growth and living standards*

INTRODUCTION

L'amélioration des conditions de vie de la population est considérée aujourd'hui comme la finalité de toute politique humaine¹. A ce titre, pour Guy SORMAN, un taux de croissance économique positif ne résout pas tout mais son absence ne résout rien du tout². Il conclut de ce fait, qu'il n'y a pas de développement sans croissance économique inscrite sur la durée. De cette évidence, le développement économique est ce processus d'augmentation quantitative et qualitative de la situation d'une société. Pour Gérard M. Meier, le développement, c'est la croissance plus la transformation structurelle. Ces considérations recentrent la croissance comme préalable et impératif à réaliser pour aller au développement.

Au plan de Simon Kuznets³, la croissance économique est appréhendée à travers l'évolution de la quantité des biens et des services que produit une économie rapportée au nombre d'habitants. Pour qu'elle puisse contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population, elle doit, refléter une capacité permanente d'offrir à une population en augmentation une quantité accrue de biens et de services par habitant. Ceci sous-tend une croissance économique forte et soutenue dont les fruits sont redistribués dans la population en termes d'accès aux opportunités... En d'autres termes, une croissance sur fonds de lutte contre les inégalités. Cela a pour résultat la mutation structurelle de la société déclenchée par la croissance économique. Ainsi, la lutte contre les inégalités, principalement la réduction de la pauvreté s'accompagne d'une croissance encore plus rapide.

A cet effet, la littérature économique aboutie a un consensus selon lequel, la croissance économique ne s'accompagne de l'amélioration du niveau de vie de la population que si, elle est inclusive et pro-pauvre avec comme conséquence le développement.

¹ Ngonga Nzinga, V., et Tombola Muke, C., « La croissance économique en RDC est-elle inclusive ? », dans *Revue congolaise de politique économique*, volume I, numéro 2, novembre 2015, pp. 49-74.

² SORMAN, Guy, *L'économie ne ment pas*, Paris, éditions Fayard, 2008, p. 320.

³ Kuznets, S., « Croissance économique et inégalité des revenus », dans *Revue économique américaine*, vol. 45, no 1, 1955, pp. 1-28.

Néanmoins, depuis l'année 2002 la RDC connaît une accélération de la croissance du PIB réel jusqu'à ce jour. Celle-ci est estimée en moyenne à 3,7%⁴ et 5,7%. Par ailleurs, au cours de la même période, la croissance moyenne du PIB par habitant est de son côté estimée à 2,3%, équivalent à 3,4 point de pourcentage de moins que la croissance du PIB réel. Pourtant ce dynamisme est confronté avec plusieurs défis majeurs.

Par contre, l'enquête 1-2-3 de l'INS⁵, atteste que 63% des congolais vivent en dessous du seuil de 1,25\$ par jour et 75% des ménages en activité gagnent un revenu inférieur au SMG (Salaire minimum interprofessionnel garanti).

Au plan de la littérature économique un consensus se dégage selon lequel, la croissance économique ne s'accompagne de l'amélioration du niveau de vie de la population que si, elle est inclusive et pro-pauvre avec comme conséquence la réduction de la pauvreté et le développement.

Cet article se fonde sur la question principale suivante : la croissance économique profite-t-elle à la population Congolaise dans sa globalité ? De cette question principale ressort une question subsidiaire suivante, cette croissance économique est-elle inclusive ?

Il est question dans cet article de déterminer si la croissance économique en République Démocratique du Congo profite à la population, c'est-à-dire déterminer si la croissance en RDC s'accompagne de la baisse de la pauvreté à quel point elle serait inclusive.

Pour y arriver, l'article s'articule autour de quatre points suivants : (1) Brève revue de la littérature théorique et empirique; (2) analyse des faits stylisés; (3) méthodologie utilisée pour analyser les effets de la croissance sur l'amélioration du bien-être et (4) discussion des résultats.

1. BRÈVE REVUE DE LA LITTÉRATURE

1.1. Revue théorique

Un débat divergent se dégage en sciences économiques au sujet des effets de la croissance économique dans la société. La considération de Simon Kuznets⁶ de la croissance économique comme la capacité d'un pays à offrir une gamme sans cesse élargie de biens économiques s'aligne à celle de Bourdon et Martos qui estiment que la croissance économique c'est un processus complexe d'évolution à long terme capable à entrainer une transformation des

⁴ Banque Centrale du Congo, Rapport annuel, 2022, P. 38.

⁵ Institut National des Statistiques/INS-RDC, « Résultats de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et sur la consommation des ménages/2012 », Ministère du Plan et suivi de la mise en œuvre de la révolution de la modernité, Septembre, 2014, 164 p

⁶ Kuznets, S., "Economic growth and income inequality", in *The American economic review*, vol. 45, no 1, 1971, pp. 1-28.

structures de la société. Ces deux ententements mettent aux prises la création de la richesse faisant observée l'augmentation de la production et la transformation qualitative qui en résulte. De ce point de vue, la croissance renvoie à la création des richesses dans une économie et se traduit le plus souvent par une transformation des structures de la société. A cet égard, la croissance économique est un phénomène quantitatif qui s'accompagne d'un phénomène qualitatif correspondant à la transformation des structures de la société avec comme conséquence l'amélioration du niveau de vie de la population.

L'analyse des effets de la croissance sur l'amélioration du niveau de vie constitue une littérature abondante en sciences économiques. Celle-ci est partie du débat sur la croissance inclusive passant par la croissance pro-pauvre et se tendant aujourd'hui jusqu'au développement humain.

Au plan de la croissance inclusive, la Banque Africaine de Développement⁷ qualifie qu'une croissance est inclusive si le résultat entraîne plus de possibilités de développements socioéconomique durable pour le plus grand, de régions, et de pays ; protégeant en même temps les groupes les plus vulnérables, ce qui s'opère dans un contexte d'équité, de justice égale et de pluralité politique. Par contre pour le Programme des Nations Unies pour le Développement⁸ est considérée comme croissance inclusive celle vue à la fois comme un résultat et comme un processus, d'un côté elle capacite chacun de participer au processus de réalisation de la croissance, en intervenant dans la prise de décision et en étant acteur de la croissance, d'un autre côté, elle fournit des opportunités partagées avec équité. Par ailleurs, la Banque Asiatique de Développement, sous-entend comme croissance inclusive celle qui donne lieu à la fois de nouvelles possibilités économiques et qui assure l'égalité d'accès à ces opportunités à toutes les couches sociales⁹.

Au regard de cette divergence, la notion de croissance inclusive se révèle difficile à définir, en toute objectivité. Tel est le sens de l'affirmation selon laquelle : « La croissance inclusive est comme un éléphant : vous ne pouvez pas le définir, mais vous le savez quand vous le voyez »¹⁰. En d'autres termes, les auteurs savent à quoi ressemble une croissance inclusive et parviennent à la décrire à travers ses effets perceptibles, toutefois nul n'est en mesure de dire, sans équivoque, ce qu'elle est exactement. Mais néanmoins, deux optiques

⁷ BAD. Note d'information pour la stratégie à long terme de la banque. *Note d'information 6 : programme de la croissance inclusive*. Mars, 2009, pp. 2-4.

⁸ PNUD, « Politiques de croissance pro-pauvre : Contraintes et défis au Bénin », 2011, 235p.

⁹ Ali et Son « Defining and Measuring Inclusive Growth : Application to the Philippines », ERD Policy, ERD Working Paper Series No. 98, (July 2007), 2007, 23p.

¹⁰ Kraay, A., "When is growth pro-poor? Evidence from a panel of countries", in *Journal of Development economics*, vol. 80, no 1, 2006, pp. 198-227.

d'appréciation du caractère inclusif de la croissance se dégagent. Il s'agit dans un premier lieu du qualificatif de participation au processus de création des richesses donc la production, et en second lieu de la répartition des dividendes de ces richesses¹¹. A ce titre, le PNUD¹² considère la croissance inclusive comme celle qui est à la fois participative et distributive. Est Considérée participative celle qui se fonde sur sa capacité à impliquer toutes les couches de la société, ou du moins le plus grand nombre possible des citoyens, dans l'effort de production, en leur offrant des opportunités d'emploi, sans exclure les personnes non-qualifiées ou peu qualifiées. Elle traduit l'accès élargi aux opportunités économiques isolément des différences d'âge, de sexe, de culture, de religion et de situation géographique notamment. Par contre est distributive, celle qui se focalise sur l'impératif de la redistribution avec équité des opportunités générées par de la croissance dans la société. Les résultats de la croissance ne se limitent pas seulement au revenu et à la richesse. Ils englobent également des facteurs non monétaires tels que l'accès aux infrastructures socioéconomiques et aux services de base, mais également la santé et l'éducation descende.

S'agissant de la croissance pro-pauvre, celle qui permet de réduire le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. A ce titre, elle considérée entant qu'un instrument indispensable de réduction de la pauvreté. Osmani et al¹³ renient l'approche absolue et celle relative. Pour ces auteurs, la croissance est dite pro-pauvre lorsqu'elle est capable de réduire à la fois la pauvreté et les inégalités. Par opposition, pour White et Anderson¹⁴ ainsi que Klasen¹⁵, la croissance est dite pro-pauvre si la capacité d'accroissement de la richesse des catégories pauvres est plus forte que celle des individus non pauvres. L'approche ici est qualifiée relative. Une autre approche de la croissance pro-pauvre, qualifiée absolue. Pour celle-ci la croissance s'entend pro-pauvre si elle se traduit par une diminution du taux de pauvreté au plan absolue¹⁶.

¹¹ Lokota, M-A., Matata Amsini, Lukau Ebona, P., « Comprendre la croissance inclusive », dans *Revue congolaise de politique économique*, volume I, numéro 2, novembre 2015, pp. 1-48.

¹² PNUD (2013). Rapport National pour le Développement Humain. *Croissance inclusive et développement : le rôle du capital humain*, p. 136.

¹³ Osmani, S. et al., *Defining Pro-poor growth*. Technical report. International Poverty Center, 2005, p. 38.

¹⁴ White, W.R., "Policy debate : How do you make growth more inclusive?", in L. de Mello and M. A. Dutz (eds), *promoting inclusive growth : challenges and policies*. Paris, OECD publishing, 2012, P. 279-285.

¹⁵ Klasen, S. In search of holy grail : *how to achieve pro-poor growth ?*, IAI Discussion paper, no 96, Octobre, pp. 63-94.

¹⁶ Kraay Aart., *Aid, growth, and poverty*. Presentation for IMF seminar on foreign aid and macroeconomic management, The World Bank, March 2004.

De ce qui précède, la croissance économique permet l'amélioration du niveau de niveau lorsqu'elle est inclusive (participative et distributive) et pro-pauvre. A ce titre, toute croissance inclusive est pro-pauvre mais toute croissance pro-pauvre n'est pas inclusive.

Parlant du niveau de vie, l'OCDE le qualifie d'une notion multidimensionnelle et parle de ce fait, du niveau de vie multidimensionnel.

Au plan de l'évaluation du niveau de vie, le revenu d'une personne est une variable indispensable permettant **grosso modo** de capter le niveau de vie de celle-ci ou d'un groupe de personnes de la même classe de revenu. Toutefois, le PIB par habitant (revenu) seul ne suffit pas pour concevoir le niveau de vie de façon efficace. D'où, l'importance de la dimension non monétaire de la vie. Celle-ci est aussi utile que celle monétaire. Car elle permet de témoigner notamment sur les services publics de qualités offerts aux populations et sur l'équité dans l'accès à ces services.

En somme, le caractère multidimensionnel du niveau de vie ou clairement, « le développement humain » pour le PNUD¹⁷, peut être considéré comme un cheminement qui débouche à l'élargissement des gammes de possibilités qui se donnent à chacun ; lesquelles entraînent que soient obtenues trois conditions de base : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'une vie convenable.

Prenant en compte ces entendements, dans cette étude nous considérons le niveau de vie comme conséquence de la croissance inclusive, celle-ci étant une condition à l'élargissement des gammes de possibilités offertes aux habitants.

1.2. Revue empirique

Une revue empirique abondante est focalisée sur l'analyse des effets de la croissance sur l'amélioration du niveau de vie. Pour Lokota et al.¹⁸, la croissance économique est importante mais pas suffisante pour générer une augmentation durable du bien-être individuel mais l'inclusivité lui attribue la double vertu d'élargir l'espace des possibilités économiques et sociales en assurant une meilleure équité distributive. Pour Ngonga Nzinga, V., et Tombola Muke, C.¹⁹ discutant de la croissance économique en RDC entre 2002-2015, la croissance s'est accompagnée d'une réduction de la pauvreté aussi bien monétaire que multidimensionnelle et d'une baisse des inégalités mais admettent que certes la pauvreté a reculé mais son incidence demeure élevée.

¹⁷ PNUD, « Cohésion nationale pour l'émergence de la RDC », Rapport national sur le développement humain, 2014.

¹⁸ Lokota, M-A., Matata Amsini, Lukau Ebonda, P., *op. cit.*, pp. 1-48.

¹⁹ Ngonga Nzinga, V., et Tombola Muke, C., *op. cit.*, pp. 49-74.

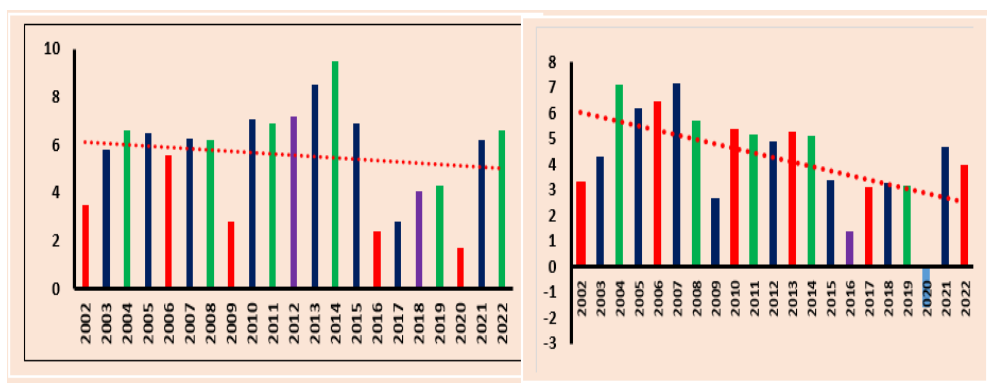
Pour Souleymane Diallo²⁰ la croissance économique au Sénégal n'est pas inclusive. Plusieurs autres études ont testé les effets de la croissance sur l'amélioration du niveau de vie. Pour beaucoup d'entre eux, le travail a consisté soit à générer une courbe d'incidence de la croissance²¹ soit à appliquer une fonction d'opportunité sociale²².

Les lignes qui suivent abordent les faits stylisés en République Démocratique du Congo (RDC) sur la croissance et l'amélioration du niveau de vie.

2. ANALYSE DES FAITS STYLISÉS

2.1. Croissance économique et inflation en RDC et en Afrique subsaharienne (2002-2022)

Graphique 1. Croissance économique en RDC et en Afrique subsaharienne (2002-2022)



Source : Auteurs, avec les données des Rapports annuels de la BCC et les perspectives du FMI.

Depuis 2002 soit 21 années, la République Démocratique du Congo s'inscrit sur un sentier d'accélération de la croissance économique soit une moyenne de 5,6% contre la moyenne de l'Afrique Subsaharienne revenant à 4,3% soit 1,3 point de pourcentage de moins. Cette soutenabilité de la croissance économique soulève l'épineuse question de l'amélioration du niveau de vie de la population de suite de cette création de richesses. A ce titre pour Ngonga et Tombola²³, la question de l'inclusivité se pose en RDC avec

²⁰ Souleymane Diallo, Croissance économique et amélioration du niveau de vie au Sénégal, Mémoire de Master, 2020, p. 40.

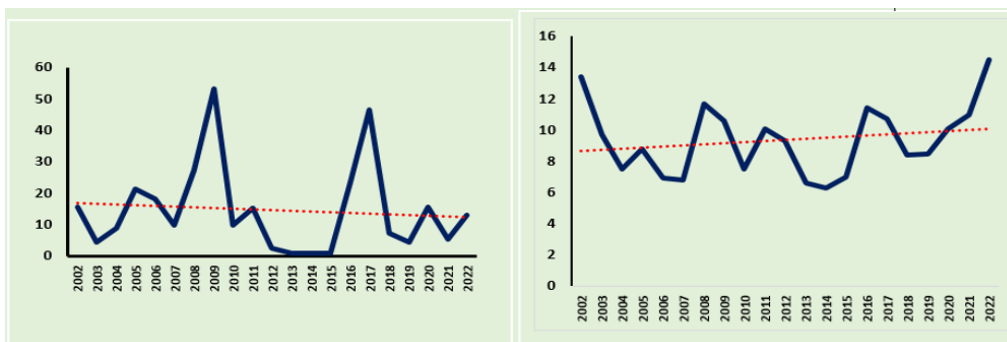
²¹ ZHUANG, J., Poverty, Inequality, and Inclusive Growth in Asia: *Measurement, Policy Issues, and Country Studies*. Manila: Asian Development Bank, 2010, p. 492.

²² Ali, I et J, Zhuang. Inclusive Growth Toward a Prosperous Asia : *Policy Implication*. ERD Working paper series, no. 97, Juillet, 2007, pp. 1-20.

²³ Ngonga Nzinga, V., et Tombola Muke, C., *op. cit.*, pp. 49-74.

pertinence dès lors que l'on considère le contexte économique actuel du pays marqué, par une accélération de la croissance, sur le fond de stabilité macroéconomique.

Graphique 2. Inflation en RDC et en Afrique subsaharienne (2002-2022)



Source : Auteurs, avec les données des Rapports annuels de la BCC et les perspectives du FMI.

Après une décennie d'hyperinflation de 1990 à 2001 faisant observer plus de 800% en moyenne annuelle d'inflation, le niveau d'inflation a été ramené à 15,8% en 2002 avec une moyenne annuelle de 14,6% entre 2002 à 2022 contre une moyenne de l'Afrique Subsaharienne de 9,4%. Au regard de la norme, l'inflation est redevenue faible en RDC, il se dégage de ce fait que, la RDC connaît une inflation faible mais volatile.

Au plan du niveau d'inflation, plusieurs études estiment généralement que l'inflation faible est celle qui se situe dans les fourchettes de 2 à 20% l'an sur une longue période. Au-delà de 20% l'an, l'inflation devient, d'une manière générale, nuisible et préjudiciable au fonctionnement de l'économie²⁴. L'économie congolaise bénéficie certes des dividendes d'une inflation faible mais est encore affectée par les coûts et conséquences de la volatilité de l'inflation²⁵.

²⁴ Michael Bruno, « L'inflation freine-t-elle la croissance? », dans *Finances et Développement*, septembre 1995, pp. 35-38.

²⁵ Ngonga Nzinga, V., « Politique monétaire et lutte contre la volatilité de l'inflation : Résultats et Perspectives pour l'économie congolaise », Banque Centrale du Congo, juin 2011, pp. 1-10.

Tableau 1. Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut (en %)

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	48	46	43	41	39	36	34	32	29	27	24	22	20	17	15	13	10	8	6	3	42,2
Secteur secondaire	22	23	26	27	29	31	33	35	37	39	41	42	44	46	48	50	52	54	56	58	25,6
Secteur tertiaire	31	31	31	32	32	33	33	33	34	34	35	35	35	36	36	37	37	37	38	38	32,2
PIB au coût des facteurs	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Auteurs, avec les données de rapports annuels de la BCC.

Au plan théorique, la croissance économique entraîne des mutations dans les économies au plan structurel. Elle renvoie à la création des richesses dans une économie et se traduit le plus souvent par une transformation des structures de la société. Cette transformation procède par celle de la contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut. A ce point, la contribution relative au PIB entre 2002-2011 est respectivement de 37%, 30% et 32% pour le secteur primaire, le secteur secondaire et le secteur tertiaire, il est à noter que sur cette fourchette c'est le secteur primaire qui a tiré la croissance avec une contribution de 37%. Par contre sur la période 2012-2022 la contribution du secteur primaire est de 16%, 47% pour le secteur secondaire et 36% pour le secteur tertiaire. Il se dégage que la croissance pour cette dernière période est tirée par le secteur secondaire à hauteur de 47%. Au plan global entre 2002-2022, la contribution moyenne est respectivement de 39% pour le secteur secondaire, 34% pour secteur tertiaire et 26% du secteur primaire. L'évolution de la contribution sectorielle au Produit Intérieur Brut de 2002-2022 n'a pas connu de changements majeurs, ceci explique la faible participation de la population à la création de richesses.

Tableau 2. Accès aux opportunités socio-économiques (Pauvreté multidimensionnelle)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de croissance du PIB/H	0,7	3	3,8	4,7	2,5	3,2	3,1	-0,2	4	3,8	4	4,4	6,1	3,6	0,7	0,4	2,5	1,1	-1,4	3,1	5,8
Espérance de vie à la naissance, total (années)	52,1	52,3	52,8	53,4	53,9	54,5	54,9	55,3	55,8	56,4	57,1	57,2	57,8	58,3	58,5	59,1	59,4	59,9	60,3	59,7	59,2
Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans (pour 1 000)	151,2	146,5	141,8	136,9	132,2	127,5	123	118,8	114,6	110,7	106,8	103,3	99,7	96,5	93,4	90,3	87,2	84,4	81,7	79	79
Accès à l'électricité (% de la population)	7,7	8,3	9,0	6,0	10,2	15,2	11,6	12,3	13,0	13,7	15,4	15,2	13,5	16,6	17,3	18,0	18,7	19,1	20,1	20,8	20,8
Ratio filles/garçons des inscriptions au primaire (%)	0,8	0,8	0,7	0,7	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Indice de Développement Humain (IDH)	0,378	0,384	0,39	0,395	0,401	0,416	0,43	0,421	0,429	0,438	0,44	0,446	0,46	0,46	0,47	0,48	0,48	0,48	0,48	0,34	0,48

Source : Auteurs, avec les données de la Banque Mondiale.

Cette période en RDC s'est accompagnée d'un relèvement du PIB par habitant dont le taux de croissance est passé de 0,7% en 2002 à 5,8 en 2022 soit une moyenne annuelle de 2,8. L'espérance de vie à la naissance est passée de 52,1 en 2002 à 59,2 en 2022. Le taux de mortalité a connu une nette diminution passant de 151,2 en 2002 à 79 en 2022. S'agissant de l'accès à l'électricité une faible amélioration s'est observée entre 2002-2022 où le taux d'accès à l'électricité est passé de 7,7% en 2002 à 20,8% en 2022. Concernant le ratio filles/garçons des inscriptions au primaire (%), il est passé de 0,8 à 0,9.

Au regard de l'évolution de ces indicateurs de l'accès aux opportunités socio-économiques (Pauvreté multidimensionnelle), l'accélération de la croissance économique en République Démocratique du Congo s'est accompagnée d'une faible amélioration du niveau de vie. Mais des efforts supplémentaires sont nécessaires.

3. MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR ANALYSER LES EFFETS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUR L'AMÉLIORATION DU NIVEAU DE VIE EN RDC

3.1. Analyse exploratoire

Le présent paragraphe consiste au calcul de quelques statistiques descriptives relatives à nos variables et à la présentation de la matrice de corrélation entre les variables du modèle.

3.1.1. Statistiques descriptives

Nous allons calculer quelques mesures statistiques pour faire une description de nos différentes variables.

Tableau n°3 : Statistiques descriptives des variables utilisées

	IDH	TXPIBH	TXINF	AGRI	TXCHO	POP
Mean	0.433000	2.804762	0.146105	20.96353	42.19905	3.032857
Median	0.438000	3.100000	0.099000	20.88342	44.25000	3.000000
Maximum	0.482000	6.100000	0.534000	26.58378	49.16000	3.310000
Minimum	0.341000	-1.400000	0.008500	17.44409	35.95000	2.700000
Std. Dev.	0.040265	1.952556	0.140778	2.475217	4.309594	0.176809
Skewness	-0.507593	-0.409545	1.495942	0.827718	-0.145221	-0.459684
Kurtosis	2.382967	2.526624	4.685213	2.956728	1.798071	2.736867
Jarque-Bera	1.234915	0.783120	10.31739	2.399551	1.337867	0.800167
Probability	0.539314	0.676001	0.005749	0.301262	0.512255	0.670264
Sum	9.093000	58.90000	3.068200	440.2341	886.1800	63.69000
Sum Sq. Dev.	0.032426	76.24952	0.396368	122.5340	371.4520	0.625229

Source : Auteurs, nos calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

La probabilité de Jarque-Bera (JB) consiste à donner des précisions sur la normalité ou non de la série. En effet, lorsque la probabilité de JB est supérieure au seuil de 0.05 ($p > \alpha$), la série est normalement distribuée.

Ainsi, on peut bien voir dans le tableau que :

- Les séries des variables IDH, le taux du PIB/hab. (TXPIBH), Agriculture (AGRI), le taux de chômage (TXCHO) et le taux de croissance de la population (POP) sont normalement distribuées. En effet, leurs probabilités respectives sont supérieures au seuil de 0.05 (0.539314, 0.676001, 0.301262, 0.512255 et 0.670264) ;
- Seule la série du taux d'inflation (TXINF) n'est pas normalement distribuée en raison de sa probabilité (0.005749) qui est inférieure au seuil de 0.05.

En analysant les valeurs statistiques des variables, on peut voir que :

- L'IDH moyen de la RDC est de 0.4330, c'est-à-dire que le niveau de développement ou le niveau de vie en RDC est très faible ;
- Le taux moyen du PIB/hab. s'élève à 2.8047%, plaçant l'économie congolaise parmi les économies à très faibles revenus ;
- Le taux d'inflation moyen est de 0.1461 %, c'est-à-dire que l'inflation évolue à un rythme moyennement accéléré en RDC, réduisant ainsi le pouvoir d'achat des ménages.
- La production agricole moyenne représente 20.9635% du PIB, c'est-à-dire l'agriculture reste un secteur non négligeable de l'économie congolaise la plaçant ainsi parmi les économies dont le secteur primaire est prédominant.
- Le taux de chômage moyen se fixe à 42.1990%, c'est-à-dire une part considérable de la population active en RDC est au chômage.
- Et le taux moyen de croissance de la population est de 3.0328%.

3.1.2. Analyse des corrélations

La matrice de corrélation sert d'établir le degré de liaison entre variables utilisées. En effet, lorsque la corrélation est positive, cela veut dire que la relation entre variable est croissante ; et si la corrélation est négative, la relation entre variables est décroissante. Pour notre étude, la matrice de corrélation se présente comme suit :

Tableau n°4 : Matrice de corrélation des variables utilisées

Probability	IDH	TXPIBH	TXINF	AGRI	TXCHO	POP
IDH	1.000000					

TXPIBH	-0.132790	1.000000				
	0.5661	----				
TXINF	0.053732	-0.541056	1.000000			
	0.8171	0.0113	----			
AGRI	-0.616847	-0.274040	0.220577	1.000000		
	0.0029	0.2293	0.3366	----		
TXCHO	0.554034	-0.041094	-0.152992	-0.797408	1.000000	
	0.0092	0.8596	0.5079	0.0000	----	
POP	0.755975	-0.181080	0.118254	-0.781831	0.655307	1.000000
	0.0001	0.4321	0.6097	0.0000	0.0013	----

Source : Auteurs, nos calculs à partir du logiciel Eviews 10.

Sans prétendre interpréter tous les coefficients de corrélation figurant dans cette matrice, nous allons nous atteler sur ceux qui intéressent notre étude. En effet, l'analyse de la matrice de corrélation entre la variable dépendante et les différentes variables explicatives renseigne que :

- Il existe une corrélation linéaire négative et statistiquement significative entre, d'une part le taux d'inflation (TXINF) et le taux du PIB/hab. (TXPIBH), et d'autre part, l'agriculture (AGRI) et l'IDH. En revanche, le taux de chômage est positivement et significativement corrélé avec l'IDH, y compris le taux de croissance de la population avec l'IDH, ainsi que le taux de croissance de la population avec le taux de chômage ; traduisant ainsi que ces variables sont pro-cycliques les unes aux autres en ce sens qu'il s'observe en RDC que d'une part, le taux de chômage évolue au même rythme que l'IDH, et d'autre part la croissance de la population avec l'IDH, la croissance de la population et le taux de chômage ne sont pas épargnés.
- Par contre, il existe une faible corrélation linéaire négative et statistiquement non significative entre le taux du PIB/hab. et l'IDH, c'est-à-dire que ces deux variables évoluent dans un sens contraire en RDC dans la mesure où la première connaît une évolution ascendante dans l'espace-temps sous étude, alors que la seconde connaît une évolution baissière. A ce titre, il apparaît qu'en RDC, le PIB/hab. et l'IDH sont contra-cycliques.

Ce paragraphe nous a permis d'avoir une idée sur les caractéristiques statistiques de nos variables, lesquelles seront exploitées dans la modélisation

et dans les estimations des effets de la croissance économique sur l'amélioration du niveau de vie.

3.2. Analyse économétrique

L'objectif de cette section est de déceler par la voie économétrique les effets de la croissance économique sur l'amélioration du niveau de vie en RDC. Pour y arriver, nous procédons de cette manière :

1. Etude de la stationnarité des variables et identification du modèle ;
2. Estimation du modèle ARDL et le Lag optimal ;
3. Tests de diagnostic ;
4. Test de Cointegration aux bornes ;
5. Estimation et interprétations des effets à CT et ceux de LT.

3.2.1. Etude de la stationnarité

Cette section est destinée à la vérification de l'ordre d'intégration de nos variables à travers les tests de la racine unitaire. En effet, l'étude de la stationnarité est une notion très importante dans l'analyse des séries temporelles, elle nous exempte, non seulement des régressions fallacieuses, mais aussi, d'une statistique de Durbin-Watson (DW) qui s'écarte faiblement de 2, témoignant ainsi une présence d'autocorrélation des erreurs. De ce fait, cette étude permet d'identifier le modèle adéquat aux caractéristiques de nos données.

Les résultats des tests sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau n° 5 : Résultats des tests de stationnarité des séries

VARIABLES	Test PP à niveau	Test PP en différence 1 ^{ère}	DECISION
	Probabilité à 5%	Probabilité à 5%	
IDH	0.0434	-	I(0)
TXPIBH	0.0425	-	I(0)
TXINF	0.0873	0.0007	I(1)
AGRI	0.0811	0.0093	I(1)
TXCHO	0.6412	0.0288	I(1)
POP	0.2249	0.0045	I(1)

Source : Auteurs, nos calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

Pour vérifier la stationnarité de nos séries, étape indispensable (condition) à l'étude des séries temporelles, comme nous l'avons dit, nous nous sommes servis du test de Philippe-Perron (PP).

Ainsi, il ressort de nos résultats que :

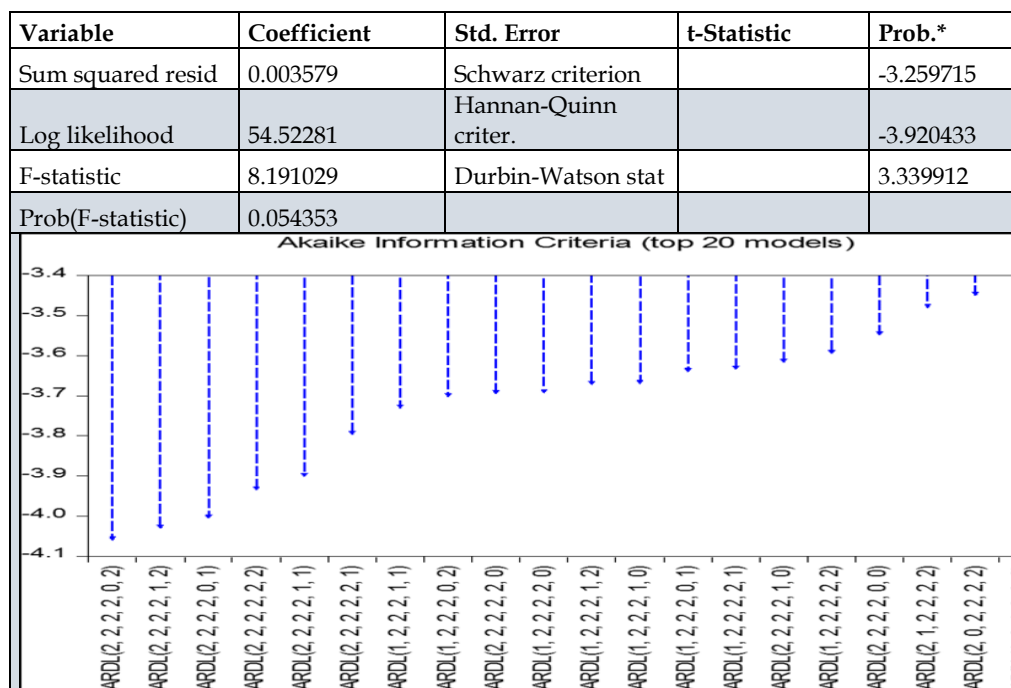
- Seules les variables IDH et taux du PIB/hab. (TXPIBH) sont stationnaires à niveau, les unes avec tendances (trend) et constantes (intercept), les autres sans tendances ni constantes ;
- Les variables Taux d'inflation (TXINF), Agriculture (AGRI), Taux de chômage (TXCHO) et Taux de croissance de la population (POP) sont stationnaires en différence première.

Les séries étant intégrées à des ordres différents, le test de Cointégration de Engel et Granger (cas bivarié) et celui de Johansen (cas multivarié) deviennent inefficace dans l'appréhension de l'existence d'une relation de long terme ; ce qui rend opportun le test de Cointégration aux bornes proposé par Pesaran et al. (KIBALA, 2018). Au regard de la structure de nos données qui sont intégrées d'ordre différent ainsi qu'à nos hypothèses cherchant à estimer les effets de la croissance économique sur l'amélioration du niveau de vie en RDC, le modèle le mieux adapté c'est le modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL).

3.2.2. Décalage optimal et estimation du modèle ARDL :

Tableau n° 6 : ARDL et Lag optimal (GRAPH) :

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LIDH(-1)	-0.451972	0.317072	-1.425454	0.2493
LIDH(-2)	-2.209669	1.663481	-1.328340	0.2761
LTXPIBH	0.105989	0.287156	0.369099	0.7366
LTXPIBH(-1)	0.017774	0.225387	0.078861	0.9421
LTXPIBH(-2)	0.316350	0.126487	2.501037	0.0876
LTXINF	0.013248	0.019082	0.694258	0.5375
LTXINF(-1)	0.010760	0.022589	0.476337	0.6664
LTXINF(-2)	0.042793	0.022332	1.916222	0.1512
LTXCHO	0.334504	0.690178	0.484664	0.6611
LTXCHO(-1)	-2.295906	1.919914	-1.195838	0.3177
LTXCHO(-2)	4.699603	1.180912	3.979637	0.0284
LAGRI	0.771139	0.475073	1.623202	0.2030
LPOP	0.798174	0.911279	0.875883	0.4456
LPOP(-1)	0.688786	0.559878	1.230243	0.3063
LPOP(-2)	0.586433	0.812753	0.721539	0.5227
C	-17.78701	6.181327	-2.877538	0.0637
R-squared	0.976165	Mean dependent var		-0.828288
Adjusted R-squared	0.856990	S.D. dependent var		0.091335
S.E. of regression	0.034540	Akaike info criterion		-4.055032



Source : Auteurs, nos calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

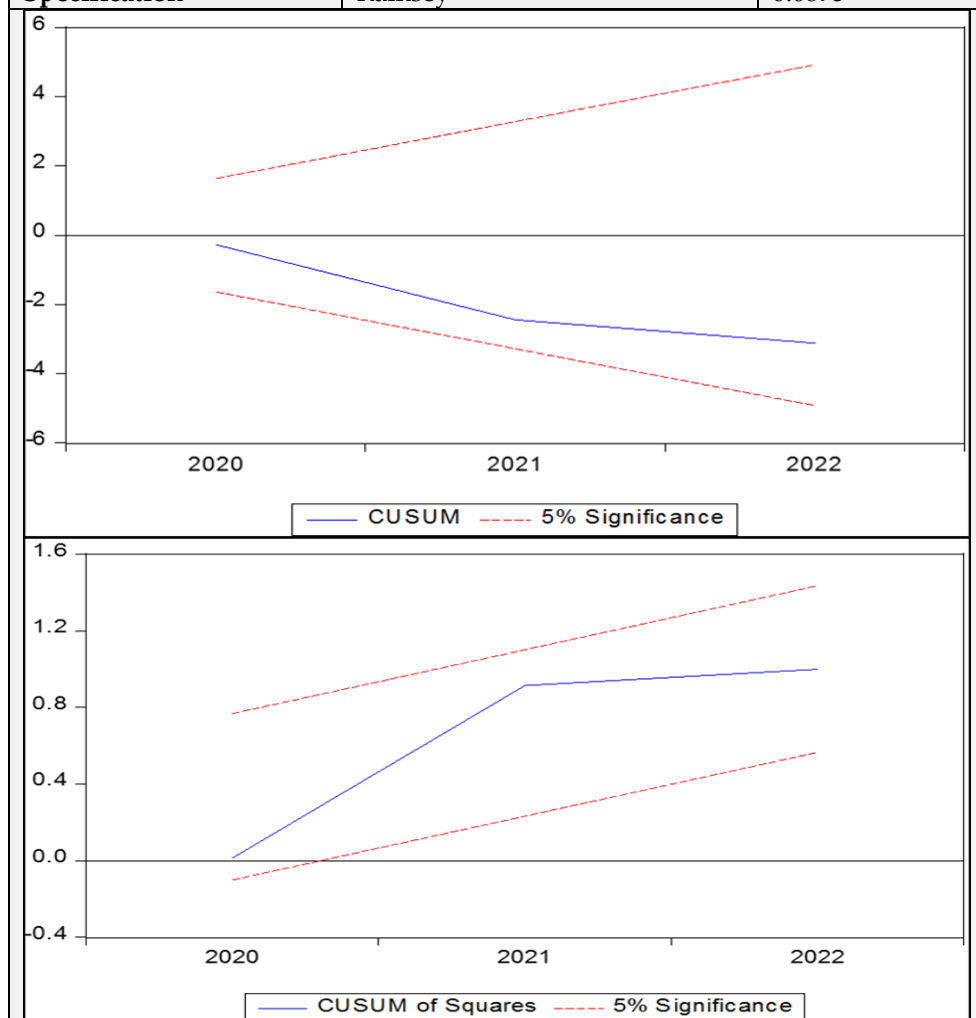
L'ajustement du modèle ARDL ainsi estimé s'avère être de très bonne qualité avec un coefficient de détermination ajusté de 85.7%, le pouvoir explicatif de ce modèle est suffisamment grand pour déceler les effets de la croissance économique sur l'amélioration du niveau de vie. Egalement, la statistique de Durbin-Watson est de 3,33 ; ce qui implique une présomption de l'absence d'autocorrélation des erreurs. Cette hypothèse sera rigoureusement testée au niveau de l'analyse de robustesse (ou diagnostic) du modèle.

3.2.3. Tests de diagnostic

Le modèle ainsi estimé ne peut être interprété sans tester sa validité inférentielle. C'est la raison d'être de ce paragraphe qui consiste à vérifier la robustesse statistique des résultats obtenus. Pour valider nos résultats, nous allons tester l'autocorrélation, l'homoscédasticité, la normalité des erreurs, la spécification ainsi que la stabilité du modèle.

Tableau 7 : Analyse de la validité du modèle ARDL

HYPOTHESE DU TEST	TYPES DE TESTS	PROBABILITES
Autocorrélation	Residual Serial Correlation LM Tests	0.1433
Hétéroscédasticité	ARCH	0.0940
Normalité	Jarque-Bera	0.6227
Spécification	Ramsey	0.0875



Source : Auteurs, nos calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

Le test Residual Serial Correlation LM conduit à l'acceptation de l' H_0 , étant donné la probabilité du test est largement supérieure au seuil de 5%, confirmant ainsi l'absence d'autocorrélation des erreurs. Cependant, le test de ARCH nous ramène à l'acceptation de H_0 , celle de constance de la variance des erreurs. Au regard de la probabilité du test de Jarque-Bera qui est supérieure

au seuil de 5%, l'hypothèse de normalité des erreurs est vérifiée. Quant à la spécification économétrique, elle s'avère de très bonne qualité.

Selon le graphique, nous remarquons que de manière structurelle les paramètres ont évolué de manière stable durant la période d'étude, car la courbe des résidus récursifs est située à l'intérieur des corridors. Au regard du Cusum carré, les paramètres de notre modèle accusent également une stabilité conjoncturelle étant donné que la courbe des résidus récursifs soit à l'intérieur des corridors. Ainsi, tous les tests étant vérifiés, la validité de nos résultats est approuvée.

3.2.4. Test de Co intégration aux bornes

Il est question de vérifier l'existence de la relation de Cointégration entre les séries sous étude, c'est-à-dire, il nous permet de vérifier si les variables étudiées entretiennent des relations à long terme. La statistique du test est celle de Fisher, elle est comparée aux valeurs critiques, qui forment des bornes (inférieures et supérieures) ;

- Si Fisher > borne supérieure : Cointégration existe ;
- Si Fisher < borne inférieure : Cointégration n'existe pas ;
- Si borne inférieure < Fisher < borne supérieure : pas de conclusion.

Tableau n° 8 : Test de Cointégration aux bornes

VARIABLES	TXPIBH CREPV	LFBCF	AVPUB	SBUD	LTXINFL
f-statistique calculée	5.002974				
Seuil critique	Borne <		Borne >		
10%	2.08		3		
5%	2.39		3.38		
2.5%	2.7		3.73		
1%	3.06		4.15		

Source : Auteurs, nos calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

Au regard de ce tableau, les résultats du test confirment une relation de Cointégration entre les séries sous étude pour le modèle ARDL estimé. En effet, la valeur F-statistique est supérieure à celle de la borne supérieure. Ainsi, l'existence de la relation de LT crédibilise la possibilité d'appréhender les effets de long terme de la croissance économique sur l'amélioration du niveau de vie.

3.2.5. Estimation des effets de la croissance économique

Dans ce tableau, il est question de présenter les effets de court et long termes de la croissance économique sur l'amélioration du niveau de vie captée par l'Indice du Développement Humain (IDH).

Tableau n° 9 : Effets du PIB sur l'IDH

EFFETS DE COURT TERME				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-17.78701	1.747170	-10.18047	0.0020
D(LIDH(-1))	0.209669	0.345169	6.401702	0.0077
D(LTXPIBH)	0.105989	0.057060	1.857507	0.0102
D(LTXPIBH(-1))	-0.316350	0.054647	-5.788914	0.0103
D(LTXINF)	0.013248	0.006497	2.038985	0.1342
D(LTXINF(-1))	-0.042793	0.006443	-6.641825	0.0070
D(LTXCHO)	0.334504	0.310107	1.078676	0.3597
D(LTXCHO(-1))	-4.699603	0.555920	-8.453736	0.0035
D(LPOP)	0.798174	0.207944	3.838409	0.0312
D(LPOP(-1))	-0.586433	0.232213	-2.525407	0.0858
CointEq(-1)*	-3.661641	0.359334	-10.19008	0.0020
EFFETS DE LONG TERME				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTXPIBH	0.120195	0.194820	0.616955	0.0409
LTXINF	0.018243	0.012499	1.459612	0.2405
LTXCHO	-0.747807	0.156736	4.771130	0.0175
LAGRI	0.210599	0.187183	1.125096	0.3424
LPOP	0.566247	0.214385	2.641265	0.0776

Source : Auteur, nos calculs à partir du logiciel EViews 10.

En s'intéressant à la dynamique de l'IDH en RDC à court terme ainsi qu'aux coefficients clés de notre étude, nous notons que la force de rappel est négative et statistiquement significative, ceci garantit, non seulement, un mécanisme de correction d'erreur, mais indique aussi que le niveau de vie ou de développement s'ajuste à une vitesse de 3.6616% par rapport à son niveau d'équilibre suite à tout choc provenant de ses facteurs explicatifs.

Cependant, la lecture du tableau ci-haut suggère d'une part qu'à court terme l'IDH enregistré au cours de la période précédente impacte positivement et significativement le niveau de vie à la période courante. En d'autres termes, une augmentation du niveau de vie de 1% de l'année passée entraîne un accroissement du niveau de vie de la période courante de 0.21% au seuil de 5%. Autrement dit, le niveau de vie en RDC a évolué dans une dynamique faible au cours de notre horizon temporel, ce qui implique que les améliorations passées des conditions de vie ont positivement impacté l'IDH à la période courante, mais de manière très faible. En plus de ces conditions de vie passées

dont l'impact est positif et significatif, quoique faible sur l'IDH de l'année courante, le taux du PIB/habitant (TXPIBH) a un effet positif et significatif sur le niveau de vie en RDC à la période courante sous-tendant qu'une augmentation du taux de PIB/habitant (de la période courante) à hauteur de 1% entraîne une amélioration des conditions de vie de 0.11% au seuil de 5%. De ce fait, les résultats de cette analyse démontrent que le taux du PIB/hab. impacte positivement l'IDH dans le court terme, mais à un rythme non accéléré et faible. Cette considération empirique rejoint l'évidence théorique faisant de la croissance économique une composante majeure de l'aspect quantitatif du développement économique, malheureusement le développement ne se limite pas seulement à une augmentation quantitative de la richesse, il est plus profond que ça. Par ailleurs, le taux d'inflation et le taux de chômage ont une incidence négative et significative sur le niveau de vie à CT. De ce qui précède, il incombe d'affirmer que la croissance économique impacte positivement le développement économique dans les conditions de stabilité de prix, de création d'emplois pour une participation de la population à la production et une redistribution équitable de la richesse créée. En somme, la croissance se doit d'être inclusive, équitablement distributive et participative.

En revanche, à LT, le taux de chômage présente un effet négatif et non significatif sur la dynamique de l'IDH. Un accroissement du taux de chômage conduit à la détérioration du niveau de vie de la population. Ainsi, le développement économique n'est possible que dans les conditions de création de la richesse ainsi que de sa répartition équitable, de la division du travail et par ricochet la réduction du taux de chômage. En outre, en s'intéressant aux variables taux de croissance du PIB/habitant ainsi que le taux de croissance de la population, ces dernières impactent positivement et significativement (au seuil de 5% pour la première et 10% pour la seconde) le niveau de vie, soit respectivement une augmentation de 0.12 et 0.57% pour une hausse de 1% du taux de PIB/hab. ainsi que du taux de croissance de la population. En conclusion, la croissance a réellement un effet positif sur le niveau de vie de la population tant à court qu'à long termes, mais cet effet est anéanti par les inégalités profondes entre les différentes couches de la population qui, en somme toute, augmentent la pauvreté et enfreint l'amélioration du niveau de vie. L'on constate que le revenu moyen de la population s'améliore, mais cette augmentation ne profite qu'à une petite frange de la population. Pour ce qui est de la croissance de la population, son effet positif est visible sur le niveau de vie si et seulement si cette croissance est inclusive, participative et contrôlée dans le temps suivant les normes de la politique de population au-travers des mesures d'accroissement de son capital.

Toutes choses restantes égales par ailleurs, la croissance économique reste un préalable au développement, mais pas une condition suffisante car ce dernier va au-delà de la croissance en ce sens qu'il tient compte des aspects

qualitatifs que quantitatifs tels que la baisse de la pauvreté et de la malnutrition, la baisse des inégalités des revenus, l'augmentation du pouvoir d'achat, les politiques d'inclusivité et de participation de la population au processus de croissance au travers de la réduction du chômage, l'amélioration de l'espérance de vie, du niveau d'alphabétisation, des soins de santé... : les programmes de lutte contre la pauvreté ou de l'amélioration du niveau de vie ne sont bien conçus que s'il y a participation de la population concernée qui est à la fois actrice et bénéficiaire du développement.

4. DISCUSSIONS DES RÉSULTATS

Au regard de résultats trouvés ci-haut, il s'avère que la croissance économique réalisée par la RDC est tirée du secteur extractif et n'est pas participative et distributive. Il se dégage en plus que cette croissance ne s'est pas accompagnée de l'amélioration des conditions de vie et le niveau de vie de la population demeure faible. Ces résultats corroborent les résultats de Lokota et al. (2015)²⁶, la croissance économique est importante mais pas suffisante pour générer une augmentation durable du bien-être individuel mais l'inclusivité lui attribue la double vertu d'élargir l'espace des possibilités économiques et sociales en assurant une meilleure équité distributive. Et celui de Ngonga Nzinga, V., et Tombola Muke, C. (2015)²⁷ discutant de la croissance économique en RDC entre 2002-2015, la croissance s'est accompagnée d'une réduction de la pauvreté aussi bien monétaire que multidimensionnelle et d'une baisse des inégalités mais admettent que certes la pauvreté a reculé mais son incidence demeure élevée.

²⁶ Lokota, M-A., Matata Amsini, Lukau Ebonda, P., *op. cit.*, pp. 1-48.

²⁷ Ngonga Nzinga, V., et Tombola Muke, C., *op. cit.*, pp. 49-74.

CONCLUSION

Depuis 2002, la République Démocratique du Congo (RDC) s'est inscrite sur le sentier de l'accélération de la croissance économique jusqu'à ce jour. Cette dernière est estimée en moyenne à 3,7% (Banque Mondiale, 2002-2022) et 5,7% (Banque Centrale du Congo, 2002-2022). Par ailleurs, au cours de cette même période, la croissance du PIB par habitant est évaluée à 2,3%, soit 3,4 point de pourcentage de moins que la croissance économique. Mais ce dynamisme est confronté avec plusieurs défis majeurs. Selon les résultats de l'enquête 1-2-3 de l'INS (2014), 63% des congolais vivent en dessous du seuil de 1,25\$ par jour et 75% des ménages en activité gagnent un revenu inférieur au SMG (Salaire minimum interprofessionnel garanti).

Les résultats de l'article démontrent que, la croissance économique en RDC s'explique par la robustesse du secteur extractif, ceci porte à retenir que cette croissance n'est pas participative dans sa création. En d'autres termes, elle générée par une proportion moins importante de la population active. En réalité, on constate que le secteur d'extraction est celui qui contribue le plus dans le PIB national. Les secteurs primaire hors extraction et secondaire qui emploient l'écrasante majorité de la population active, ne contribuent que très faiblement dans la production nationale. Des milliers de ménages Congolais, principalement en milieu rural, vivent de l'agriculture. Elle constitue ainsi leur principale source de revenu. La faiblesse de la contribution de celle-ci dans la création de richesse nationale, soit 26,7% en moyenne entre 2002 et 2022, est donc très problématique pour ces couches de populations. En outre, l'industrie qui devait être le moteur de la croissance économique à travers la création d'emplois et la distribution de revenus, est très peu productive. Sa part en pourcentage dans le PIB est en moyenne de 20,3% sur la période que porte l'étude. Par ailleurs, nous savons également que la croissance économique de la RDC n'est pas distributive dans la mesure où il y a encore des inégalités profondes dans l'accès des opportunités socio-économiques. Il se dégage qu'une importante partie de la population n'a pas encore accès aux services de santé, à l'éducation, à l'eau potable, etc. Il s'agit principalement des personnes les plus vulnérables. Cette situation nous amène à conclure que la croissance économique en RDC n'est pas inclusive.

L'article démontre encore que la réalisation de la croissance économique en RDC ne s'est pas accompagnée de l'amélioration des conditions de vie ce qui explique que le niveau de vie en RDC est très bas. Pour clore, la croissance économique ne contribue pas de manière très conséquente à l'améliorer.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ali et Son « Defining and Measuring Inclusive Growth : Application to the Philippines », ERD Policy, ERD Working Paper Series No. 98, (July 2007), 2007, 23p.
2. Ali, I et J, Zhuang. Inclusive Growth Toward a Prosperous Asia : *Policy Implication*. ERD Working paper series, no. 97, Juillet, 2007, pp. 1-20.
3. BAD. Note d'information pour la stratégie à long terme de la banque. *Note d'information 6 : programme de la croissance inclusive*. Mars, 2009, pp. 2-4.
4. Banque Centrale du Congo, Rapport annuel, 2022, P. 38.
5. Diallo Souleymane, Croissance économique et amélioration du niveau de vie au Sénégal, Mémoire de Master, 2020, p. 40.
6. Klasen, S. In search of holy grail : *how to achieve pro-poor growth ?*, IAI Discussion paper, no 96, Octobre, pp. 63-94.
7. Kraay Aart., Aid, growth, and poverty. Presentation for IMF seminar on foreign aid and macroeconomic management, The World Bank, March 2004.
8. Kraay, A., "When is growth pro-poor? Evidence from a panel of countries", in *Journal of Development economics*, vol. 80, no 1, 2006, pp. 198-227.
9. Kuznets, S., "Economic growth and income inequality", in *The American economic review*, vol. 45, no 1, 1971, pp. 1-28.
10. Kuznets, S., « Croissance économique et inégalité des revenus », dans *Revue économique américaine*, vol. 45, no 1, 1955, pp. 1-28.
11. Lokota, M-A., Matata Amsini, Lukau Ebonda, P., « Comprendre la croissance inclusive », dans *Revue congolaise de politique économique*, volume I, numéro 2, novembre 2015, pp. 1-48.
12. Michael Bruno, « L'inflation freine-t-elle la croissance? », dans *Finances et Développement*, septembre 1995, pp. 35-38.
13. Ngonga Nzinga, V., et Tombola Muke, C., « La croissance économique en RDC est-elle inclusive ? », dans *Revue congolaise de politique économique*, volume I, numéro 2, novembre 2015, pp. 49-74.
14. Osmani, S. et al., Defining Pro-poor growth. Technical report. International Poverty Center, 2005, p. 38.
15. PNUD, « Cohésion nationale pour l'émergence de la RDC », Rapport national sur le développement humain, 2014.
16. PNUD, « Politiques de croissance pro-pauvre : Contraintes et défis au Bénin », 2011, 235p.
17. PNUD, Rapport National pour le Développement Humain. *Croissance inclusive et développement : le rôle du capital humain*, 2013.
18. SORMAN, Guy, *L'économie ne ment pas*, Paris, éditions Fayard, 2008, p. 320.
19. White, W.R., "Policy debate : How do you make growth more inclusive?", in L. de Mello and M. A. Dutz (eds), *promoting inclusive growth : challenges and policies*. Paris, OECD publishing, 2012, pp. 279-285.
20. ZHUANG, J., *Poverty, Inequality, and Inclusive Growth in Asia: Measurement, Policy Issues, and Country Studies*. Manila: Asian Development Bank, 2010.